

Adel Bakawan

L'Irak
Un siècle de faillite

De 1921 à nos jours

TALLANDIER

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-4544-6

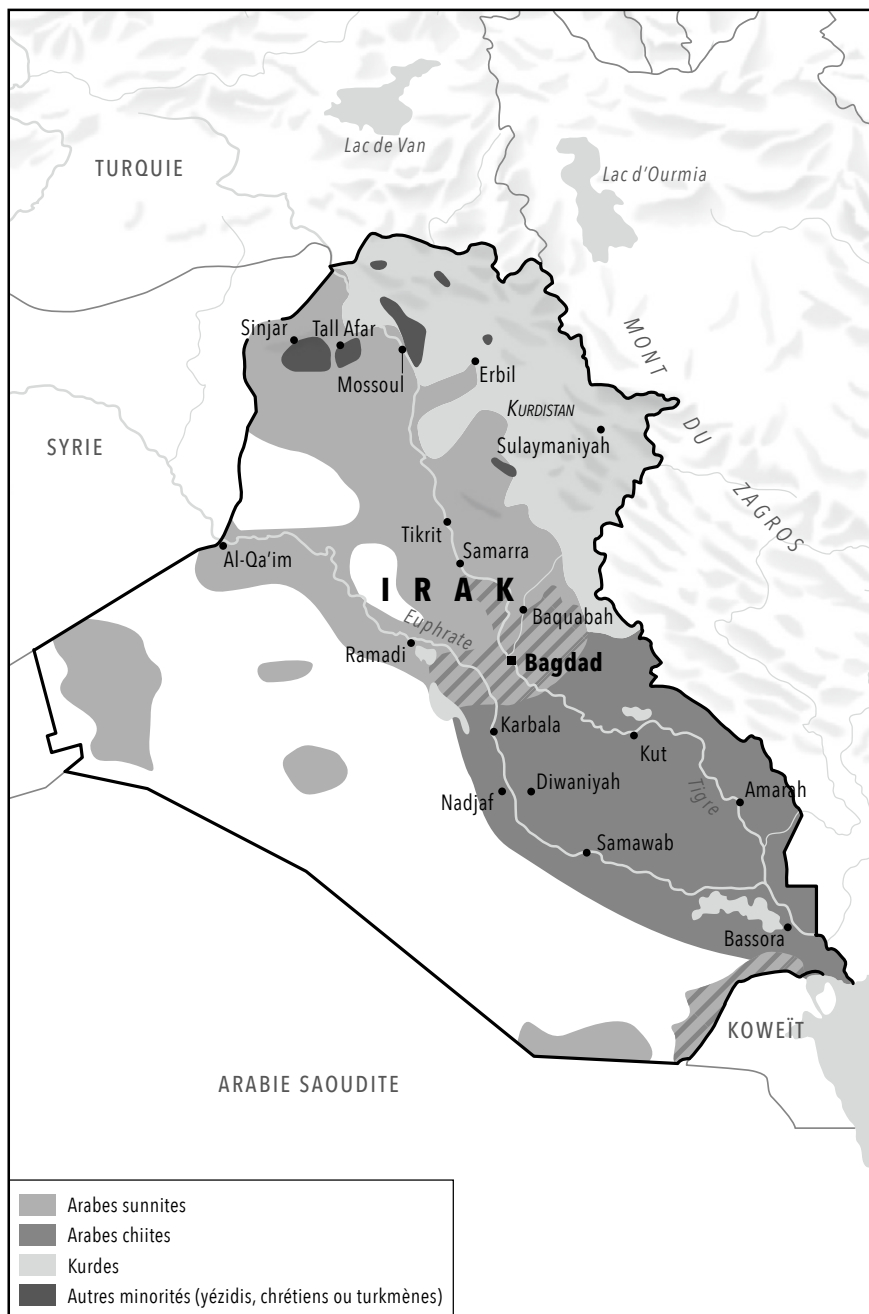
« Avec un cœur rempli de tristesse, je vous dis qu'il n'y a pas encore un peuple Irakien, mais plutôt des groupes humains imaginés, vides de pensée patriotique, dominés par des traditions et des illusions religieuses, rien ne les relie, écouteurs du mal, aimant l'anarchie, disposés à se révolter contre n'importe quel gouvernement. C'est dans ce contexte que nous voulons construire un peuple et prenons en charge son éducation, son instruction, son enseignement, et celui qui connaît la difficulté de la construction d'un peuple dans un tel contexte devra connaître également ce que nous devons mettre en place pour accomplir cette mission... Voici le peuple dont j'ai pris en charge la construction. »

Fayçal BEN HUSSEIN AL-HACHIMI,
roi d'Irak du 31 août 1921 au 8 septembre 1933,
Mémoire, mars 1933

« Je crois que, si les forces aériennes britanniques se retirent d'Irak, le gouvernement irakien disparaîtra totalement au bout de quelques mois, ou alors il restera sur un petit bout de terre entre Samarra et Kout et le reste du pays se séparera. »

Henry DOBBS, haut-commissaire britannique en Irak,
4 décembre 1928

Diversité de la population irakienne en 2021



Prologue

« Je m'appelle Ahmad, j'ai 24 ans, je suis né à Bassora. L'année dernière, j'ai obtenu mon diplôme et je suis désormais un cadre de santé. Mon père est un employé de la Mobilisation populaire, autrement dit il fait partie des milices. Ma mère est femme au foyer. Nous sommes de confession chiite, ce qui est très important pour ma famille, mais pour moi beaucoup moins.

Avant l'occupation de Mossoul par Daech et le déclenchement de la guerre, j'étais étudiant, je voulais finir mes études universitaires. Je ne voulais absolument pas me marier, je n'avais pas ce besoin. Tout ce que je voulais, c'était quitter ce pays et aller en Europe. Je voulais m'installer dans un pays européen pour vivre comme un être humain, digne et respecté, et quitter définitivement cet enfer. Malheureusement, ma situation financière et mon père m'ont empêché de réaliser ce rêve. Pour moi, l'Europe est une chance pour faire ses études, pour tracer son chemin, pour se construire selon ses envies, ses rêves et ses attentes. Ici, le pays te détruit, il n'y a plus d'espoir, plus de lumière au bout du tunnel, nous sommes dans l'obscurité totale.

Je n'ai jamais fait confiance à ces partis politiques qui pillent le pays, je n'ai jamais travaillé avec ces organisations qui détruisent la société. Nous avons des élites incapables de penser au peuple, à nous, aux citoyens. D'ailleurs, elles ne nous considèrent pas comme des citoyens, mais plutôt comme des sujets, des esclaves, des moins que rien, nous ne sommes rien pour elles. Elles sont vraiment responsables de ce qui nous arrive.

Je suis né et je vis dans une province où la contestation contre ces élites et leur gouvernement ne cesse jamais. Les gens sont fatigués de cette vie qui n'a plus de sens. Nous regardons le monde ailleurs, un monde en progrès, un monde de Providence, et nous le comparons avec le monde dans lequel nous nous trouvons : le résultat, c'est la frustration, la colère ! On se demande : pourquoi sommes-nous arrivés là ? Qui est responsable de notre malheur ? La réponse est sans doute ces élites qui nous gouvernent depuis 2003. C'est pourquoi nous sommes sans cesse en révolte contre elles et rien ne nous arrêtera tant que nous serons dans cet enfer. De toute façon, nous n'avons rien à perdre.

Tous les jours, je me réveille et je me dis : "C'est peut-être ton dernier jour sur la terre, c'est peut-être la dernière fois que tu vois ta femme." Oui, je suis marié, mais franchement je ne sais pas pourquoi je me suis marié. Quand j'y réfléchis, je me dis : "Je n'aurais jamais dû me marier, car dans ces conditions je ne peux pas faire des enfants, et même si je faisais des enfants, je ne pourrais pas les protéger, et même si je pouvais les protéger, ils n'auraient aucun avenir dans ce pays où

PROLOGUE

il n'y a pas un État qui pourrait assurer leur sécurité, leur proposer un avenir, leur ouvrir des perspectives et leur donner l'envie de vivre". Hélas, nous n'avons pas un État, un gouvernement responsable, mais une bande qui traite le pays comme une source de revenu à partager entre eux.

Je suis dans une province qui fournit 80 % des revenus au pays, c'est grâce au pétrole de notre province que des milliards de dollars arrivent dans la caisse de cette bande qui dirige le gouvernement des voleurs. Et pourtant, lorsque je me promène dans les rues de Bassora, j'ai l'impression que je suis dans une ville fantôme, dans une ville en ruine, dans une ville qui ne propose aucun service : ni route ni école ni eau ni électricité ni transport... Mon Dieu, nous sommes encore au Moyen-Âge !

Ce qui est extraordinaire, c'est que, lorsque nous manifestons pour demander des services opérationnels, cette bande qui dirige l'État n'hésite pas à tirer à balles réelles contre nous, à nous opprimer, à nous mettre en prison, à nous assassiner. Quel drame ! L'État qui est sensé nous protéger nous assassine ! Ils nous parlent de la barbarie de Daech, mais notre État est beaucoup plus barbare !

En 2014, ils ont créé la Mobilisation populaire pour lutter contre Daech, mais aujourd'hui cette même Mobilisation lutte contre nous, ici à Bassora. Ils nous disent que notre mouvement de contestation est téléguidé par les pays étrangers, mais en réalité c'est la Mobilisation populaire qui est téléguidée par l'Iran. L'ordre, la *fatwa*, la stratégie de la Mobilisation

L'IRAK, UN SIÈCLE DE FAILLITE

populaire vient directement du guide suprême de la révolution islamique de l'Iran. Bassora est débordée par les portraits des ayatollahs iraniens, des symboles iraniens. Ici, tout est iranien, l'Iran est partout.

Notre drame ne vient pas uniquement du gouvernement et de ses milices, mais aussi de notre société qui est également contrôlée par les tribus, qui sont, elles aussi, lourdement armées. Nous ne méritons vraiment pas de vivre cette vie. Tous les jours, il y a des morts à cause des conflits entre les tribus. Elles sont capables de tuer pour de petites choses : par exemple pour un but non validé entre les joueurs de football de deux tribus en compétition ou encore parce qu'un animal d'une tribu est passé par le territoire d'une autre sans autorisation préalable ! Voici le monde dans lequel nous vivons : si triste, si brutal, si cruel ! Parfois, je me demande : qu'est-ce qui se serait passé si jamais j'avais pu avoir une connaissance de ce monde lorsque j'étais dans le ventre de ma mère ? Si j'avais eu le choix, est-ce que j'aurais accepté de naître dans un monde aussi brutal* ? »

* Témoignage d'un jeune de Bassora confié à l'auteur, avril 2021.

Introduction

Il y a cent ans naissait l'État irakien. Le nouveau territoire regroupait alors 3 millions d'Irakiens (contre 40 millions aujourd'hui), constituant une population hétérogène d'une grande variété ethnique (Arabes, Kurdes, Turcomans...), religieuse (islam, christianisme, judaïsme...), confessionnelle (islam chiite, islam sunnite...) et linguistique (arabe, kurde...). À cause de cette diversité même, l'Irak a toujours douté de pouvoir maintenir une stabilité durable – ce que les années ont confirmé.

L'économie du pays repose presque exclusivement sur les revenus du pétrole (pour l'année 2021, ils représentent 95 % du budget prévisionnel établi par le gouvernement). L'État n'ayant aucune autorité sur le prix du baril, son système économique manque de solidité et le risque de faillite, perpétuel cauchemar irakien, nourrit l'incertitude sur la capacité des élites irakiennes à réaliser leur projet de reconstruction.

Au bout d'un siècle d'existence, l'heure de dresser un bilan est donc arrivée. Le premier point à examiner est le « principe d'intérêt national » défini par les dirigeants irakiens eux-mêmes, au nom duquel il est

souvent arrivé que les « peuples irakiens » soient sacrifiés. De 1921 à 2003, invoquant l'intérêt suprême de l'Irak, les élites de la minorité sunnite ont systématisé l'éradication des élites kurdes et chiites. À son tour, la majorité chiite au pouvoir depuis 2003 éradique les sunnites des sphères dirigeantes de l'État et marginalise les Kurdes. Prenons pour exemple la province de Diyala, qui compte 1 548 500 habitants sur ses 17 685 km² : cette province était sunnite à 70 % avant la chute de Saddam Hussein en 2003, mais du fait de la politique de « désunnification », la dynamique s'est inversée et ce sont désormais les chiites qui composent au moins 70 % de la population de cette province.

Pourtant, la vie quotidienne des Irakiens inclut dans son fonctionnement un ensemble d'intérêts à l'échelle nationale, de Bassora à Mossoul et de Bagdad à Erbil. Mais l'absence d'une volonté commune, de la part des élites, à insérer ces intérêts dans l'élaboration de projets politiques communs les transforme en armes de combat des uns contre les autres. Ainsi, les administrations territorialement fragmentées, les différents groupes d'intérêts, politiques et sociaux, les communautés religieuses et ethniques bloquent la reconnaissance d'un référentiel, d'une synthèse ou d'un principe suprême de régulation.

Depuis 1921, le pays est à la recherche d'un « mythe fondateur » qui lui permettrait de fabriquer une identité partagée et partageable par l'ensemble. Le problème est que cette nation, sans existence concrète, est imaginée par une élite en totale rupture avec les bases sociales, elles-mêmes dépourvues de connexions culturelles

INTRODUCTION

et politiques. C'est dans ce contexte que, depuis le « péché originel » – ainsi qu'on a qualifié l'action des Britanniques dans la création, en 1921, de l'État irakien –, les mécanismes de brutalisation des bases de la société se sont enclenchés, aboutissant au massacre de centaines de milliers d'Irakiens tout au long d'un siècle d'histoire.

De 1921 à 2021, il faut bien constater que la mise en œuvre de cette violence radicale au nom de l'unité nationale n'a apporté aucune réponse décisive à l'interrogation sur la nature même de l'État et de la nation irakienne. C'est pourquoi, à chaque crise grave que subissent les Irakiens, c'est la légitimité de l'État et de la nation qui est remise en cause. Des moments tels que le massacre des chiites dans les années 1920, l'utilisation des armes chimiques contre les Kurdes dans les années 1980, les soulèvements du Sud et du Nord dans les années 1990, l'occupation du pays en 2003 ou la chute de Mossoul en juin 2014 illustrent clairement sa fragilité permanente.

Ce passé qui ne passe pas pèse indéfiniment sur la structuration sociale, culturelle et politique du pays, et relève l'impossibilité d'établir une conscience nationale entre ces Irakiens qui ne se reconnaissent pas dans une histoire où ils ont été tour à tour exclus, dominés, voire massacrés, comme le furent principalement les chiites et les Kurdes (persécutés de 1921 à 2003), puis les sunnites à partir de 2003.

Existait-il en Irak des partis politiques susceptibles de prendre la tête d'un rassemblement national ? En théorie, la réponse est affirmative. Fayçal, le premier roi

d'Irak (1921-1933), avait conçu un projet d'intégration nationale pour réunir les composantes de la société irakienne. Mais il se retrouva rapidement face à un mur de dirigeants confessionnels qualifiés par lui-même de « minorité sunnite arrogante¹ ». Après lui, Kassem, fondateur de la République irakienne, défendit un nationalisme irakien illustré par son slogan : « L'Irak d'abord ». Mais il ne tarda pas à être assassiné par les nationalistes panarabistes qui le considéraient comme un « traître de la nation arabe² ». Depuis l'occupation américaine de l'Irak en 2003, il y a eu plusieurs tentatives pour élaborer un discours consensuel au profit d'un nationalisme irakien ouvert : on peut citer Iyad Allawi, laïc de confession chiite, ou Moqtada al-Sadr, personnalité politique issue du clergé chiite. Ces initiatives sont restées sans succès face à la réalité irakienne toujours marquée par des rivalités communautaires – ethniques, tribales et confessionnelles –, qui empêchent toujours l'émergence d'une force nationale.

La bourgeoisie irakienne, outre l'envie qu'elle en a peut-être, trouverait un intérêt direct et immédiat dans la formation et la consolidation d'un nationalisme irakien qui lui permettrait d'avoir accès à un marché construit sur une base nationale. Seulement, dans le contexte irakien, la bourgeoisie ne constitue pas une classe sociale autonome : dépassée par les idéologies supra-irakiennes, elle n'a jamais participé de manière active au développement d'une conscience nationale. Au contraire, l'existence de telles idéologies lui sert de prétexte pour légitimer ses collaborations avec des puissances régionales voisines (comme la Turquie et l'Iran)

INTRODUCTION

ou internationales (les États-Unis, l'Europe), au détriment de la mise en œuvre d'une puissance nationale.

L'antagonisme le plus évident, même pour des non-spécialistes de ce pays, est celui qui oppose le Sud chiite, le Nord kurde et le centre sunnite. La langue vernaculaire, les modes de vie, les symboles référentiels, les vocations culturelles des élites, les objets de la mémoire collective, les grilles d'analyse portées sur un siècle d'histoire et les visions d'avenir placent ces trois entités dans des relations historiquement conflictuelles, qui se traduisent en crises et, à certains moments, en impasses.

Toutes ces ruptures entre les intellectuels, les couches sociales et les élites dirigeantes ne sont pas sans rapport avec la fabrication artificielle du pays, en 1921, par les Britanniques, puis sa reconstruction, en 2003, par les Américains, le processus de la militarisation de la société, la systématisation de la corruption, mais aussi la *défiance* installée durablement entre les différents groupes qui se sont formés à l'intérieur même des composantes de l'édifice irakien. De tels facteurs privent incontestablement l'Irak d'un cadre étatique stable, d'un contrat social viable et d'une conciliation nationale apaisante.

Cette défiance intérieure n'a pas été assez prise en compte par les spécialistes de l'Irak en tant que principe déterminant. Elle représente certainement une des conséquences de l'injustice sociale sauvagement implantée, notamment par la corruption généralisée, et elle tue dans l'œuf non seulement un espoir d'identité nationale ou d'appartenance à une même nation,

mais aussi l'espoir d'une cohésion identitaire au sein de chaque groupe.

Les inégalités sociales ne sont pas un phénomène nouveau en Irak. Cependant, force est de constater qu'à partir de 2003, date de l'occupation du pays par les États-Unis d'Amérique, de nouvelles classes sociales, issues notamment de la corruption, ont émergé à la fois dans le Sud chiite, dans le centre sunnite et dans le Nord kurde. Ceux qu'on appelle les « nouveaux pharaons³ » se distinguent par leurs palais, leurs derniers modèles de 4 × 4, leurs vacances à Londres ou à Berlin, leurs positions prestigieuses dans les directions des partis politiques, l'accès de leurs enfants aux écoles privées anglophones. Leur émergence a généré une ségrégation culturelle : les membres de la nouvelle classe ne partagent plus les espaces culturels avec les déshérités de leur groupe ethnique ou confessionnel : ils ont leurs propres cinémas, leurs propres ensembles musicaux, leurs propres signes culturels. Socialement, les contrastes sont énormes entre cette catégorie et la masse de la population. On estime qu'un fonctionnaire irakien doit travailler 347 ans pour gagner ce que gagne en une année un représentant qui fait partie de cette nouvelle classe sociale⁴.

Dans de grandes régions comme Bassora, où les températures dépassent 50 degrés, l'État irakien n'offre que quelques heures par jour de courant électrique, et encore, de manière irrégulière. Il n'est pas en mesure de répondre aux besoins en eau potable des habitants de sa propre capitale, Bagdad – l'un des gouvernorats les plus touchés par les maladies transmises par l'eau.

INTRODUCTION

Selon l'Unicef, 25 % des Irakiens vivent avec moins de 2 dollars par jour ! Le Fonds monétaire international (FMI) révèle que les dettes de l'Irak ont dépassé la ligne rouge : elles atteignent 120 milliards de dollars. Malgré ces déficits vertigineux, l'état des transports en commun, des routes, des écoles, des universités, des habitations, ou du système sanitaire dénonce un pays gangréné par la corruption, dévalisé par les nantis qui négligent les infrastructures au profit de leur propre intérêt. Devenu partie intégrante du système, ce phénomène sans précédent place depuis plusieurs années l'Irak parmi les pays les plus touchés au monde. De 2003 à 2021, la corruption a coûté 420 milliards de dollars aux finances publiques. C'est ainsi qu'un député irakien perçoit chaque mois 30 000 dollars : 10 000 de salaire net, le reste pour les frais, sans obligation d'apporter de justificatifs ! Ce même député perçoit, en plus, 50 000 dollars mensuels pour son logement, sa santé et son téléphone portable ; de plus, lorsqu'il est en déplacement à l'étranger, il a droit à 600 dollars par jour. Ainsi, pendant son mandat de quatre ans, un seul député perçoit 3 840 000 dollars.

Dans ce contexte de profonde injustice sociale, la nouvelle génération, née à une époque de promesses, exprime une colère contre tout ce qui symbolise les classes politiques définies comme corrompues. Le mouvement de contestation d'octobre 2019 a été justement l'expression d'une révolte, désormais générale et radicale, contre les nouveaux pharaons⁵, vus comme les responsables de la « faillite de l'État », de l'absence de « patrie » et de la fragilité de l'« identité nationale »⁶.

Une réflexion rétrospective pourrait conduire toute une génération à se convaincre qu'après un siècle d'histoire, le pays n'a pas réuni les conditions objectives de son existence pour des raisons précises : la vulnérabilité du concept de nation irakienne ; un engagement insuffisant dans l'élaboration d'une identité nationale ; l'augmentation massive du clientélisme ; la concrétisation des divisions régionales ; la mainmise des partis politiques sur les ressources du pays ; les interventions permanentes de l'institution religieuse de Nadjaf dans l'organisation politique ; l'instauration d'une base militaire ; l'ingérence permanente des représentants du système régional et celle des puissances internationales.

Toutefois, les politiques irakiennes des uns et des autres ne font surtout qu'enfoncer le pays dans ses crises chroniques. L'Iran a adopté une stratégie de « milicisation » de l'État et de la société irakienne⁷. La Turquie a installé pas moins de 33 bases militaires dans le nord de l'Irak (voir la carte p. 241). L'Arabie saoudite a investi des milliards de dollars pour soutenir des groupes antagonistes et les instrumentaliser en tant que moyens de pression face à ses adversaires régionaux sur le terrain irakien (Iran, Turquie). Les États-Unis d'Amérique n'ont pas une vision claire et pragmatique de l'Irak, mais se complaisent dans leurs incohérences permanentes entre l'engagement et le désengagement⁸. D'une façon ou d'une autre, tous ces pays interdisent à l'Irak de mettre en place un minimum de stabilité, de sécurité et de développement.

De plus, les politiques de déstabilisation menées par les puissances régionales et internationales

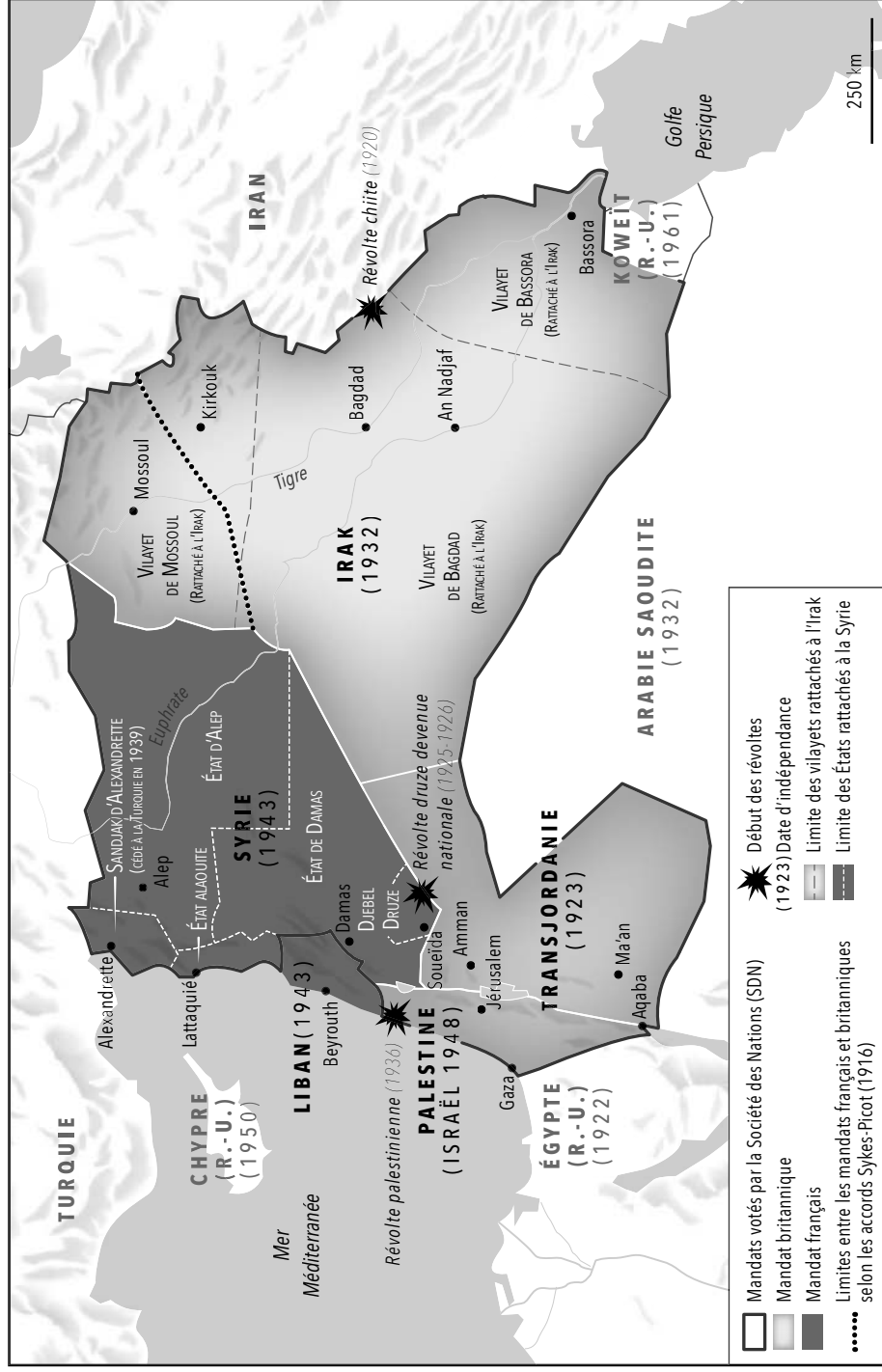
INTRODUCTION

déresponsabilisent les forces politiques sociales et intellectuelles irakiennes, et les empêchent d'examiner elles-mêmes les conditions objectives d'une coexistence politique et d'une cohésion nationale. Sans cette prise de conscience opérée par la société civile, il est peu probable que les Irakiens puissent trouver des perspectives viables et crédibles pour sortir de leurs crises multidimensionnelles. Le rôle des puissances régionales et internationales pour une sortie de l'impasse irakienne est fondamental. Cependant, force est d'admettre que tant que la volonté d'autoanalyse collective n'émerge pas de l'intérieur, la probabilité de lendemains qui chantent reste très faible.

PREMIÈRE PARTIE

LE ROYAUME D'IRAK :
LE RÈGNE D'UNE MINORITÉ
ARROGANTE
(1921-1958)

Le Proche-Orient au début du xx^e siècle



- Mandats votés par la Société des Nations (SDN)
- Mandat britannique
- Mandat français
- Limites entre les mandats français et britanniques selon les accords Sykes-Picot (1916)
- Début des révoltes (1923) Date d'indépendance
- Limite des vilayets rattachés à l'Irak
- Limite des États rattachés à la Syrie

CHAPITRE PREMIER

La mythification de l'État irakien

Une réflexion sur l'État irakien fait généralement émerger deux thèses antagonistes. La première s'appuie sur une argumentation d'ordre historique, géographique, politique, religieux et sociologique pour confirmer la connexion entre l'État irakien moderne et la tradition étatique durant les 8 000 ans d'histoire de la Mésopotamie. L'objectif est de démontrer que l'État irakien, loin de devoir sa création à l'occupation britannique de l'Irak, a existé avant, pendant et après elle¹.

À l'opposé, la deuxième thèse prétend que l'État irakien, en tant qu'entité politique et juridique, a été construit de toutes pièces par Percy Cox, le major général chargé par le gouvernement britannique d'accompagner sa *fondation* en 1921, tout comme Paul Bremer sera chargé par la Maison-Blanche d'accompagner la *refondation* de l'État irakien en 2003². À l'examen, ces thèses partisans révèlent des incohérences qui ne permettent pas de mener à une connaissance désengagée de l'Irak. C'est pourquoi ce chapitre tentera d'offrir

une grille de lecture dépassant l'antagonisme entre ces deux thèses et de proposer une lecture plurielle de la réalité irakienne.

Dans cette perspective, nous examinerons d'abord – sans entrer dans les détails des événements – la question de la tradition étatique irakienne, des Sumériens à nos jours, pour en dégager un cadre conceptuel. De là, nous reviendrons sur le processus de fabrication de la nation irakienne, et sur les obstacles liés aux contextes et aux conditions objectives qu'il a rencontrés. Cette analyse confirmera l'instrumentalisation de l'État irakien par une minorité sunnite, usant, contre la majorité chiite et kurde, d'une brutalisation qui fracture encore aujourd'hui, à tous les niveaux de la société irakienne.

La tradition étatique en Irak

L'Irak actuel est en quelque sorte l'héritier d'une histoire de 8 000 ans marquée par la succession de plusieurs identités politiques et administratives : Sumériens, Akkadiens, Amoréens, Assyriens, Abbassides, Safavides, Ottomans... et par des personnalités historiques majeures : Gilgamesh, roi d'Ourouk, Sumu-abum, fondateur de Babylone ; Assurbanipal, roi assyrien ; Nabuchodonosor, roi chaldéen. C'est en Mésopotamie qu'il y a environ 4 500 ans Hammourabi élaboré la première constitution de l'histoire de l'humanité pour réguler les affaires de la Cité. Le souverain y annonce qu'il a pour but « la propagation de la justice

dans le pays et l'élimination des méchants pour que les forts n'oppriment pas les faibles³ ».

Pendant plusieurs siècles, de 750 à 1258, l'Irak fut le cœur battant de l'Empire ottoman, dans sa période abbasside : le monde arabe, l'Asie centrale, l'Afrique noire et une partie de l'Europe étaient gouvernés politiquement, administrativement, économiquement mais aussi philosophiquement par et à partir de Bagdad. La position de la capitale abbasside dans la conception de la nature et du fonctionnement de l'ordre mondial peut se comparer à celle de Washington aujourd'hui. Le rayonnement de cette capitale du monde dura jusqu'en 1258, date de sa destruction totale par l'armée mongole sous la direction de Houlagou Khan. Le nombre de victimes est estimé entre 200 000 et 1 million, selon les sources contemporaines.

Mais l'Irak est aussi, peut-on dire, la terre où s'est concrétisée la première grande division de l'islam. À la suite d'un conflit de succession qui entraîna la bataille de Chameau (656), Ali ibn Abi Talib, gendre, mais aussi cousin fidèle du prophète Mahomet, dut quitter Médine, jusqu'à la capitale de l'Islam. Et c'est à Koufa, dans le sud de l'Irak, qu'il s'installa et se proclama quatrième calife des musulmans. Il y fut assassiné en 661 par ses rivaux du clan adverse. Dix-neuf ans plus tard, en 680, à Nadjaf, Hussein, fils d'Ali, fut massacré à son tour avec une grande partie de sa famille. Cet événement tragique qui marque l'histoire de l'islam est à l'origine de son éclatement : désormais s'opposent les chiïtes, partisans d'Ali et de Hussein, et les sunnites, partisans de leurs adversaires.

Après l'assassinat de Hussein, la dynastie des Omeyyades prend le pouvoir et s'installe à Damas. L'Irak devient un territoire de désordre, de rébellion, de colère contre les nouveaux dirigeants. En 694, Damas envoie Al-Hajjaj ben Youssef al-Thaqafy pour stabiliser le pays. Le nouveau gouverneur consacre la plus grande partie de son temps à torturer et massacrer les partisans d'Ali. Arrogant et sadique, il a la réputation d'aimer regarder ses victimes innocentes se faire démembrer et se vider lentement de leur sang.

Toutes sortes de rivalités, de révoltes, d'exactions ravagent le territoire irakien, jusqu'en 1508, date où l'Irak subit les effets d'une conflictualité intense entre les deux grandes puissances de l'époque : l'Empire ottoman et l'Empire perse, qui y règlent leurs comptes. L'administration est dirigée par l'Empire ottoman, mais l'influence de l'Empire perse sur la population est profonde, notamment dans le Sud chiite, discriminé par les Ottomans sunnites. En effet, de 1638 à 1917, Istanbul favorise l'« ottomanisation » économique, sociale, éducative et politique des sunnites au détriment des chiites, incontestablement les exclus du système confessionnel ottoman. En 1917, les Ottomans quittent l'Irak, remplacés par les Britanniques. Rien ne change. Les rapports conflictuels entre les sunnites et les chiites, loin de disparaître ou de s'atténuer, se durcissent et, à partir de 1921, un mécanisme de « déchiification » se met en marche.

Alors, que signifie la création de l'Irak ? De quel territoire parle-t-on ? Comment définir ce pays ? Questions fondamentales car, si l'Irak a une origine très lointaine, son cadre politique et territorial, lui, est récent. L'Irak

recouvre approximativement l'ancienne Mésopotamie, le « pays des deux fleuves⁴ », en arabe *bilad ma bayn an-nahrain* ou *bilad ar-rafidayn*. Ce nom fait historiquement référence au Tigre et à l'Euphrate qui traversent le territoire, considéré comme le berceau de la civilisation humaine.

L'histoire a longtemps distingué un Irak arabe et un Irak *ajam* (en arabe « persan »). Un grand théologien musulman, Al-Zamakhshari (1075-1144), explique que « les Irakiens sont les habitants de Koufa et de Bassora ». Cet Irak arabe est « différent de l'Irak *al-ajam* », qui comprend « les villes de Hamadan, Daniur, Ispahan, Qom et Nahavand⁵ ». L'Irak dont parle ce théologien, qui correspond à une période antérieure à l'occupation ottomane de 1638, comprenait le territoire connu aujourd'hui comme le Sud de l'Irak, le pays des chiites ; tandis que le territoire étendu entre Bagdad et Mossoul était connu sous le nom de la Djézireh. Le pays des Kurdes ne faisait partie ni de l'Irak ni de la Djézireh⁶.

Certes, si l'Irak a hérité de traditions diverses (sumérienne, akkadienne, assyrienne, abbasside, safavide, ottomane), mais l'Irak tel que nous le connaissons aujourd'hui, en tant qu'État, est une création purement britannique et ne correspond pas au mythe forgé par les nationalistes arabes. L'instrumentalisation des 8 000 ans d'histoire de la Mésopotamie empêche de comprendre la complexité irakienne. Les nationalistes panarabistes assimilent à l'histoire ancienne la création de l'État irakien moderne, confiée aux Britanniques par la Société des nations (SDN) le 25 avril 1920. Dans leur vision idéologique, l'État irakien actuel serait une prolongation

L'État arabe unifié rêvé par le panarabisme

